

**La Commission Daniszewski et le retour de Pologne
de la « collection hollandaise ».
Du transfert d'archives dans le bloc de l'Est
(1945-1991)¹**

Michel VERMOTE



FIG. 1 – Archiviste dans l'entrepôt des archives Osobyi à Moscou en 1992.
Photo Amsab - Institut d'Histoire Sociale – Gand.

1. Article traduit de l'anglais par Vanessa Voisin.

La Commission Daniszewski (1954-1956)

La restitution aux Pays-Bas, en pleine guerre froide, de la dénommée « collection hollandaise » constitua un geste remarquable et assez unique². La reconstitution de l'histoire de cette restitution met en lumière le rôle de la commission Daniszewski. La principale tâche de la commission fut de distribuer « équitablement » les fonds d'archives possédés entre les institutions des ex-pays communistes. Étant donné l'importance politique de la restitution, des hommes politiques polonais et des experts russes prirent part à l'entreprise : en moyenne, cinq politiciens et trois experts assistèrent aux réunions de la commission³. D'août 1954 à janvier 1955, cette commission gouvernementale présidée par la camarade Brunowa examina environ 500 cartons d'archives étrangères qui avaient été transférées de Cracovie au ministère des Affaires étrangères de Varsovie un peu plus tôt (en 1951) : au total, 48 tonnes de documents vraisemblablement venus des dépôts du Rosenbergstelle de Ratibor⁴.

Le professeur Daniszewski⁵, directeur de l'Institut d'histoire du parti, rédigea le 22 février 1955 une note secrète sur les activités de la commission au secrétaire du Comité central du Parti communiste polonais, en les résumant de la façon suivante⁶ : 445 cartons (d'un poids moyen de 50 à 150 kilogrammes) avaient été traités dans un premier temps, bientôt suivis par 6 autres qui contenaient 263 volumes de périodiques. Les documents devaient être identifiés, classés et étiquetés. Par la suite, ils furent triés et emballés afin d'être exploitables par divers instituts scientifiques et politiques. Ce travail prit environ six mois, d'août 1954 au début de 1955, et fut accompli par les collaborateurs de l'Institut d'histoire du parti⁷.

2. Stepien J., « Losy akt Miedzynarodowego Institutu Historii Socjalnej w Amsterdamie w swietle informacji komisji powolanej do zbadania "archiwum holenderskiego" z tutego 1955r. », *Teki Archiwalne*, 25 (3 – seria nowa), 1998, p. 317-324.

3. Note de T. Daniszewski au Comité central du Parti communiste polonais, Varsovie, 25 février 1955 (Archiwum Akt Nowych – Varsovie, Papers Daniszewski, n° 471/10).

4. Sur le dépôt de Ratibor du Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg (ERR), l'organisation nazie chargée du pillage culturel dans les pays occupés pendant la Seconde Guerre mondiale, voir les articles de Patricia Grimsted : GRIMSTED P. K., « Roads to Ratibor : Library and Archival Plunder by the Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg », *Holocaust and Genocide Studies*, 19 (3), Winter 2005, p. 390-458. « The Postwar Fate of Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg Archival and Library Plunder, and the Dispersal of ERR Records », *Holocaust and Genocide Studies*, 20 (2), Fall 2006, p. 278-308.

5. Tadeusz Daniszewski (Varsovie 1904-Varsovie 1969). Historien s'adonnant à la fois au travail scientifique et à l'activité politique. Membre du Comité central du Parti ouvrier uni de Pologne à partir de 1948. Premier directeur de l'Institut d'histoire du parti, de 1948 à 1968. Sous sa direction, cet institut de recherche s'imposa comme l'un des centres de documentation spécialisés sur l'histoire du travail (polonaise et internationale) les plus importants. Professeur (1956) et membre de l'Académie des sciences de Pologne.

6. Note de T. Daniszewski au Comité central du Parti communiste polonais, Varsovie, 25 février 1955 (Archiwum Akt Nowych-Varsovie, Papers Daniszewski, n° 471/10).

7. À en croire le professeur Feliks Tych, directeur de l'Institut historique juif, le tri fut effectué en toute discrétion au sous-sol de l'institut. Le nombre de collaborateurs impliqués demeure inconnu (entretien du 13 janvier 1993).

Finalement, on présenta au Comité central du parti une proposition de distribution des documents. Ceux-ci furent divisés en deux catégories : les documents d'archives d'une part (manuscripts et lettres), les sources imprimées de l'autre (périodiques, livres, brochures, bulletins, manifestes, coupures et affiches). Les documents furent ensuite décrits et classés en fonction de leur nature (archives, livres, périodiques, etc.) et de leur contenu : histoire, économie, mouvement ouvrier, etc. Le travail d'inventaire aboutit à la constitution de 10 000 fiches⁸. Plus tard, trois inventaires furent produits : le premier proposait un classement alphabétique, le second un classement thématique et le dernier triait les documents par « clients ».

Une annexe du rapport de Daniszewski contenant une liste globale des dossiers d'archives originaux révèle qu'ils avaient tous été désignés sous le nom de « collection hollandaise ». Elle mentionne soixante-dix archives et donne des explications sur quelques ensembles importants, tels que les archives de l'Internationale ouvrière socialiste (trois cartons), celles des anarchistes Max Nettlau (cinq cartons) et des collaborateurs de l'Institut international d'histoire sociale (IISH) Hans Stein (un carton) et Salomon (un carton). La « collection hollandaise » contenait une vaste et remarquable collection de périodiques (plus de 2 000 titres) et une belle collection d'avis et d'affiches des débuts du mouvement ouvrier et de la commune de Paris (1871). La liste incluait aussi des archives belges, c'est-à-dire des archives du Parti ouvrier belge et des politiciens Léon Furnemont et Émile Vandervelde. Une note expliquait que l'état de désordre des documents résultait des conditions de guerre. En outre, une partie d'entre eux était endommagée.

Après avoir inventorié la « collection hollandaise », le professeur Daniszewski put formuler une suggestion de répartition d'ensembles circonscrits de documents aux institutions suivantes : le département d'histoire du Parti communiste polonais, l'Institut polonais de sciences sociales, l'Académie des sciences polonaises, l'Institut polonais, l'Institut de marxisme-léninisme de Moscou, le Comité central du Parti communiste de RDA (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, SED*) et celui du Parti communiste tchécoslovaque.

Un examen plus approfondi révèle que l'essentiel de ces documents resta en Pologne. Les bibliothécaires polonais reçurent le droit de faire leur choix les premiers et purent sélectionner des imprimés exclusifs : des publications des XVII^e et XVIII^e siècles provenant d'Angleterre, de France, d'Allemagne et des États-Unis, qualifiés de « raretés ». On observe un cas très net de compensation des pertes culturelles subies. La note indique que les « camarades russes » s'attribuèrent des documents concernant la Seconde Internationale et la correspondance de Marx, Lafargue, Bebel,

8. Nos recherches à l'Archivum Akt Nowych de Varsovie en mars 1999 n'ont pas permis de formuler des conclusions définitives au sujet de l'existence et de la localisation de ces documents.

Liebknecht, Kautsky et d'autres grands noms. En conséquence, ni le sujet des documents, ni la provenance des dossiers ne furent prises en compte, en contradiction avec les principes fondamentaux de l'archivistique. On adopta la même approche vis-à-vis des dossiers destinés à la République démocratique allemande et à la Tchécoslovaquie qui contenaient des documents relatifs à ces pays.

Daniszewski exigea une décision rapide en sorte de procéder rapidement aux mesures nécessaires, c'est-à-dire d'établir le contact avec les différents instituts, de rendre les documents choisis disponibles (sur microfiches) et de s'assurer que la provenance des documents resterait secrète⁹. Le dossier révèle que la décision formelle concernant la répartition de la « collection hollandaise » fut prise par le Comité central à l'été 1956.

Malgré l'idée de compensation, Daniszewski suggéra aussi de partager les dossiers d'archives et les fonds livresques afin d'en restituer une partie aux Pays-Bas. Il proposait le critère de sélection suivant : « les documents concernant la Hollande et écrits en néerlandais ». C'est ainsi que furent sélectionnées pour la restitution les archives du Parti ouvrier social-démocratique néerlandais (*Sociaal-Democratische Arbeiderspartij* – SDAP), celles du Mouvement de jeunesse ouvrière (*Arbeidersjeugdcentrale*) et celles du Bureau ouvrier néerlandais (*Nederlands Arbeidssecretariaat*). Cette proposition inhabituelle en pleine guerre froide fut néanmoins acceptée par les autorités polonaises : 192 cartons de documents d'archives furent expédiés aux Pays-Bas à travers le rideau de fer en 1956¹⁰. Nombre de ces documents purent réintégrer les collections de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam¹¹.

L'Institut international d'histoire sociale

Le rapport annuel de l'IISH pour 1956 évoque avec enthousiasme le chargement venu de Pologne : avec 192 cartons, ce dernier pesait 23 tonnes en tout¹². Il concrétisait le retour longtemps attendu de documents de l'IISH qui avaient atterri à Ratibor, et dont l'IISH connaissait les déplacements ultérieurs :

« L'IISH apprit la localisation de cette collection peu après la Libération. À partir de 1946, notre institut s'était employé sans relâche à obtenir le retour de la collection aux Pays-Bas. Nous sommes particulièrement reconnaissants à l'égard de l'ancienne bibliothécaire, M^{me} A. Adema van

9. Note de T. Daniszewski au comité central du Parti communiste polonais, Varsovie, 25 février 1955 (Archiwum Akt Nowych-Warsaw, Daniszewski papers, n° 471/10)

10. HUNINK M., *De papieren van de revolutie. Het Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis 1935-1947*, Amsterdam, 1986, p. 157.

11. *Ibid.*, p. 156-158.

12. Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, *Jaarverslag 1956*, Amsterdam, s. d., p. 6. [<http://www.iisg.nl/iisg/annualreport/annualreport1956.pdf>].

Scheltema-Kleefstra, pour son implication active dans cette entreprise. Nous avons collaboré avec le ministère des Affaires étrangères néerlandais, l'ambassade des Pays-Bas à Varsovie et des particuliers de ce pays ainsi qu'avec des scientifiques polonais. Cependant, tous ces efforts s'avérèrent vains jusqu'à ce que nous apprenions à la fin de l'année que les Polonais avaient réussi à identifier et à mettre de côté les documents néerlandais et qu'ils étaient prêts à les restituer. En outre, le gouvernement polonais se chargea de l'emballage et du transport et couvrit les frais, qui étaient assez élevés¹³. Notre institut et le monde scientifique sont très redevables au gouvernement polonais pour la restitution de cette collection¹⁴. »

Pour souligner le transfert de façon solennelle, l'ambassadeur polonais organisa une réception à laquelle il convia des hommes politiques et des autorités scientifiques néerlandaises. Les journaux firent même de l'événement une illustration du dégel dans les relations Est-Ouest.

Maria Hunink, relatant en 1986 l'histoire de l'IISH, se montre plus sceptique : elle se demande si tous les documents qui avaient abouti à Ratibor furent bien rendus, plus de dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. À en croire un journal polonais, il fallait au préalable classer les documents. « Par qui ? », interroge-t-elle. « Par les Polonais ou peut-être par les Russes ? » M^{me} Hunink affirme qu'il y avait des manques patents dans les archives de l'anarchiste Nettlau. De fait, malgré la satisfaction suscitée par la restitution, il y avait de bonnes raisons d'être suspicieux. Nous savons aujourd'hui que seule une partie des documents de l'IISH, moins de 50 %, fut rendue : 192 cartons sur 445, soit 23 tonnes sur 48 si l'on se base sur les chiffres mentionnés par les documents polonais.

La collection hollandaise

Les dossiers Daniszewski révèlent aussi d'autres aspects de ce transfert. Des notes émanant de divers services montrent que les Polonais avaient conscience du fait que les Néerlandais étaient parfaitement informés de l'existence et du contenu de ces archives, et ce dès le début. Ils avaient réclamé une restitution dès que la collection avait été transférée de Cracovie à Varsovie. En fait, ils avaient d'abord agi par l'intermédiaire des services diplomatiques belges et avaient ainsi obtenu la restitution de dix cartons de documents au début des années 1950. En l'occurrence, les chercheurs polonais avaient conclu que les documents en questions ne les concernaient pas. Mais la vaste collection hollandaise posait un problème différent. Les Polonais s'efforçaient de gagner du temps et ne cessaient de fournir des réponses évasives aux Néerlandais.

13. Aucune information relative aux répercussions financières de cette entreprise n'est disponible dans les sources polonaises.

14. Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, *op. cit.*, p. 6-7.

Les circonstances de la restitution et le moment exact de celle-ci firent aussi l'objet d'une mûre réflexion¹⁵. À l'été 1956, les Polonais suggérèrent d'attendre l'automne en renvoyant aux incidents de Poznań¹⁶ et à la période de vacances qui « n'était pas particulièrement un moment favorable à notre campagne de propagande sur le sujet ». Un aide-mémoire adressé aux services néerlandais dévoilait la possibilité que les dossiers contiennent des documents belges. Les services belges en furent aussi informés. Plusieurs notes officielles déclarèrent que l'origine mixte des documents justifiait le long report de la restitution par les Polonais. Un rapport de l'agence de presse polonaise commenta le contenu et l'importance des archives ; le texte devait être diffusé aussi largement que possible dans les cercles sociaux-démocrates d'Europe occidentale. Le transfert officiel eut lieu le 30 novembre 1956. Les autorités polonaises appréhendèrent l'événement comme une occasion de rencontrer les sociaux-démocrates. Il n'entre pas dans notre propos de développer cet aspect et de spéculer sur l'importance de cette tentative de rapprochement avec les sociaux-démocrates occidentaux. Mais c'est un fait que les événements de Poznań laissaient espérer un prudent processus de démocratisation, soutenu avec circonspection par le Comité central du parti ouvrier uni. Un bref épisode de politique rétive à l'intérieur du bloc de l'Est, qui aboutit en août 1956 à une confrontation avec les Soviétiques¹⁷. Ce contexte exerça probablement une influence sur la résolution de la question de la restitution des archives.

Cette opération bien orchestrée mérite l'attention à bien des égards. Le transfert est très bien documenté ; les sources polonaises et occidentales (*i. e.* « l'institut bénéficiaire ») se complètent. Le dossier Daniszewski dévoile la logique sous-tendant la restitution : seuls les documents considérés comme inexploitable par les institutions polonaises furent rendus. Moscou reçut la priorité pour choisir et s'empara d'une collection parfaite de documents relatifs au mouvement ouvrier : cela concernait ses intérêts principaux. Plus de la moitié des documents furent transmis à des institutions polonaises. On prit en compte l'approche thématique en laissant de côté les principes archivistiques, c'est-à-dire en enfreignant le principe d'organisation du créateur des archives et celui de la provenance.

Le transfert constitue un événement exceptionnel en raison de son contexte et de sa nature. Des archives furent restituées à l'Occident par le bloc de l'Est en pleine guerre froide. La restitution envoyait un signe clair : les pays de l'autre côté du rideau de fer n'étaient manifestement pas hermétiquement fermés lorsqu'il s'agissait de transferts d'archives. De plus, il y eut

15. Note de P. Ogrodzinski à Daniszewski, 14 juillet 1956 (Archiwum Akt Nowych – Varsovie, Dossiers Daniszewski, n° 471/10).

16. Le 28 juin 1956, les travailleurs protestèrent contre le régime communiste. La révolte débuta dans les usines Cegielski et fut écrasée par l'armée polonaise.

17. ELLENSTEIN J. (éd.), *Histoire mondiale des Socialismes – tome V : 1945-1960*, Paris, Armand Colin – Éditions des Lilas, 1984, p. 131-139.

un envoi complémentaire : dix autres cartons furent expédiés à Amsterdam en 1959. Et nous avons déjà évoqué la restitution d'un ensemble équivalent à la Belgique en 1951.

Cet exemple permet surtout la bonne compréhension d'une opération de redistribution d'ampleur, à l'intérieur du bloc de l'Est. C'est l'une des rares initiatives en matière de redistribution d'archives qui soit vraiment bien documentée. C'est un cas polonais, mais l'approche reflète probablement ce qui se passait en Union soviétique à une échelle bien supérieure. Les inventaires d'archives en offrent des indications très nettes. Ils sont complétés par les informations données de manière officieuse par nos collègues archivistes.

De nouveaux champs de recherche s'offrent aux historiens. Mais avant de nous tourner vers ce point, nous souhaiterions nous attarder sur le destin de l'autre (grande) moitié de la « collection hollandaise ». Nos investigations à Varsovie nous ont conduit à observer plusieurs particularités. Nous avons localisé des documents de l'Internationale ouvrière socialiste datant de 1923-1940 aux archives des actes nouveaux de Varsovie (*Archiwum Akt Nowych*). Ces archives, conservées dans un « contexte de dossiers étrangers », ont été nettoyées de tout ce qui pourrait indiquer leur provenance : les cachets et les annotations ont été retirés et même souvent découpés. En dépit de ces mutilations restaient visibles sur plusieurs documents les marques originales d'enregistrement apposées par le secrétaire de l'Internationale socialiste pour inventorier les lettres reçues et envoyées, de même que les annotations faites par les secrétaires Camille Huysmans et Friedrich Adler¹⁸.

D'autres documents furent découverts dans une collection spéciale d'histoire sociale actuellement détenue par la bibliothèque du Parlement polonais, le Sejm, qui avait reçu au début des années 1990 les documents imprimés du Parti ouvrier uni polonais. Nombreux sont les livres et revues qui livrent de claires indications de provenance (le secrétariat de l'Internationale socialiste à Bruxelles) mais les cachets ensuite apposés sur ces pages camouflent les originaux¹⁹. Ces découvertes soulèvent de nombreuses questions qui n'ont toujours pas trouvé de réponses.

Perspectives de recherche

L'histoire de la commission Daniszewski éclaire d'abord et avant tout le phénomène des transferts d'archives « internes », entre des États du bloc de l'Est. L'importance de ces opérations est plutôt sous-estimée. Depuis le

18. VERMOTE M., STEENHAUT W., *Verslag zending Warschau 27 maart – 2 april 1999* (rapport de recherche adressé au ministère de la Culture), Gand, 1999.

19. Recherches à la bibliothèque du Parlement, Varsovie, en 2001 : entrées du catalogue « Mouvement ouvrier/Belgique » et « Mouvement ouvrier/Internationale ». J'adresse tous mes remerciements à Janina Nowak, chef du département de la collection d'histoire sociale, bibliothèque du Sejm, Varsovie.

début des années 1990, nous avons surtout concentré les recherches sur la période de la guerre et des années d'immédiat après-guerre. Les résultats sont à ce jour considérables : ils portent sur les archives éparpillées pendant la Seconde Guerre mondiale, l'histoire des saisies, la reconstitution des routes d'évasion pour les documents et les dépôts d'archives qui furent saisis par l'Armée Rouge à la fin de la guerre. À cet égard, nous souhaitons rendre hommage au travail considérable de Patricia Grimsted²⁰ ainsi qu'à l'article de mon collègue Dirk Martin dans le présent ouvrage, qui présente le volet belge de l'histoire.

En outre, les chercheurs se sont intéressés aux opérations de restitution qui ont suivi l'ouverture des dépôts moscovites et ont commencé au début des années 1990. Les archivistes s'y sont activement impliqués²¹. Les conclusions des recherches relatives aux restitutions de la période postsoviétique sont désormais disponibles. Les chercheurs ont souvent activement participé à la recherche, fourni un soutien matériel et documenté les opérations de restitutions. Ce fut une entreprise de longue haleine, dont nous pouvons être satisfaits. En rendant de nombreux documents accessibles à la recherche historique, des résultats concrets ont été atteints.

Cependant, il convient de ne pas se reposer sur nos lauriers. La situation est assez similaire à celle des collègues de l'IISH en 1956. De façon compréhensible, ils se réjouirent des résultats tangibles immédiats, mais cette satisfaction les empêcha de réfléchir de manière critique à ces résultats, alors que les informations disponibles auraient dû les inciter à le faire. L'enthousiasme momentané ne favorisait pas la formulation de questions sur ce qui s'était précisément passé en coulisses (et derrière le rideau de fer).

La recherche a prêté peu d'attention aux « décennies intermédiaires », de la fin de la Seconde Guerre mondiale à la chute du mur de Berlin, en raison du manque de sources. Des informations parcellaires émergent des inventaires d'archives. Le transfert de documents à d'autres institutions est clairement listé pour l'exemple dans les inventaires des archives spéciales (Osobyi) centrales d'État²², c'est-à-dire du dépôt confidentiel de Moscou où furent initialement conservés les dossiers saisis. Apparaissent encore plus significatives les grandes opérations de redistribution qui semblent s'être déroulées ensuite et avoir impliqué de nombreuses institutions archivistiques russes. Mais les informations fournies à ce sujet par les archives spéciales, épicerie du séisme archivistique résultant de la Seconde Guerre mondiale, demeurent rares.

20. GRIMSTED P. K., HOOGEWOUDE F. J., KETELAAR E. (éd.), *Returned from Russia. Nazi Archival Plunder in Western Europe and Restitution Issues*, Leicester, Institute of Art and Law, 2007.

21. La liste des auteurs de la publication qui en dresse les conclusions (*Returned from Russia*, 2007) offre un aperçu des institutions et des collaborateurs concernés.

22. Sur ces archives (*Tsentral'nyi gosudarstvennyi osobyi arkhiv*), voir GRIMSTED P. K., « From Nazi Plunder to Russian Restitution », GRIMSTED P. K., HOOGEWOUDE F. J., KETELAAR E. (éd.), *Returned from Russia*, op. cit., p. 88-95.



FIG. 2 – Une façade anonyme à Moscou : les archives spéciales (Osobyi) n'ouvraient leur portes pour les chercheurs qu'en 1992. Photo Amsab – Institut d'Histoire Sociale – Gand.

Bien que plusieurs publications sur les archives spéciales soient devenues accessibles, un aperçu général et bien documenté fait toujours défaut. La publication en 2001 d'une « liste des fonds », préparée par les archives militaires russes d'État (RGVA) qui avaient intégré les archives spéciales entretemps, suscita le commentaire suivant de Patricia Grimsted au sujet des défauts évidents de cette liste :

« Cette publication tant attendue offre un inventaire bien trop succinct de la plupart des fonds étrangers “trophées” détenus par les anciennes archives spéciales (TsGOA), avec les noms en langue étrangère de la plupart des institutions qui les ont créés. Cependant, elle n'inventorie pas les nombreux fonds de provenance discutable ni ceux en cours de traitement. Une section séparée fournit une liste abrégée des fonds (mais sans données permettant de quantifier le nombre de dossiers) déjà rendus à leur pays d'origine que conservaient les anciennes archives spéciales (TsGOA; 1992-1999 – TsKhIDK). Le répertoire, qui classe les fonds par ordre alphabétique, manque d'annotations et d'informations au sujet de la source d'acquisition. Il est difficile d'utilisation faute d'une structure par rubriques et d'index des noms étrangers des individus et des institutions dans leur langue originale. Depuis que le catalogue a été achevé, d'autres fonds sont retournés en France, Belgique et aux Pays-Bas, mais ils ne sont pas indiqués. Pour de nombreux fonds au-dessus de la cote 500, on conseille aux chercheurs de comparer le contenu dans le guide

Aly-Heim²³ qui donne au moins de brèves annotations sur plusieurs fonds et de chercher les contenus orientés selon le pays dans des catalogues plus spécialisés indiqués plus bas. Un guide annoté, actualisé et plus complet qui présenterait un index et les noms en langues occidentales reste toujours très nécessaire pour les fonds des ex-archives spéciales du RGVA²⁴. »

Dans l'intervalle, un aperçu général des fonds des archives spéciales qui donnerait un tableau clair des dimensions globales du butin de guerre soviétique en matières d'archives est devenu un concept virtuel²⁵. Suite aux grandes opérations de restitution, un tel aperçu des avoirs archivistiques des archives spéciales a cessé d'être une réalité historique. Il est resté dans l'ombre et ne pourra jamais faire l'objet d'une analyse extensive (certainement pas de l'extérieur).

Une liste des opérations de restitution effectuées de 1947 à 1989 depuis le fonds des archives spéciales donne une idée de l'importance de ces transactions :

Année	Destination	Nombre (estimatif) de fonds
1947	Lituanie	1
1956	Pologne	45
1956	Yougoslavie	1
1957	RDA	(plusieurs centaines)
1959	RDA	12
1960	Moldavie	3
1961	Tchécoslovaquie et Pologne	1 + 2
1963	Pologne	(40)

Dans l'immédiat après-guerre, il y eut un transfert – interne – vers la Lituanie (en 1947). Ce n'est que sous Khrouchtchev que des archives quittèrent Moscou pour la Pologne (1956, 1961 et 1963) la Moldavie (1960). Les restitutions les plus complètes sont celles qui concernèrent la République démocratique allemande (1957 et 1959). Que signifiaient ces convois? Quels étaient les motifs sous-jacents de ces transferts? Quels critères furent utilisés? Les connaissances relatives à ces « réajustements » d'archives restent fort incomplètes.

Pour ce qui concerne la (re-) distribution « interne » des archives entre institutions soviétiques, il n'y a pas de données claires sur l'ampleur et les circonstances de ces événements. Ces phénomènes mériteraient certainement l'attention si les recherches étaient poursuivies. C'est pourquoi les

23. ALY G., HEIM S., *Das Zentrale Staatsarchiv in Moskau* (« Sonderarchiv »). *Rekonstruktion und Bestandsverzeichnis verschollen geglaubten Schriftguts aus der NS-Zeit*, Düsseldorf, 1992 bzw. 1993.

24. [<http://www.iisg.nl/abb/rep/B-8.tab5.php>].

25. Voir aussi : [<http://www.sonderarchiv.de/fondverzeichnis.htm>].

dossiers Daniszewski sont si exceptionnels : ils offrent un aperçu unique des tensions existant entre les hommes politiques et les scientifiques à Varsovie.

Clairement, comme le révèle ce cas, Moscou ne réussit pas à tout centraliser. Le même constat s'impose en ce qui concerne les dossiers administratifs du *Rosenbergstelle* de Belgique et du Nord de la France qui surgirent de manière imprévisible à Kiev. En réalité, cette découverte indiquait une lacune dans les recherches sur la localisation des archives belges²⁶.

Il importe de souligner que les dossiers administratifs internes des institutions impliquées dans les transferts (les services archivistiques qui « exportèrent » les documents aussi bien que ceux qui les reçurent) contiennent sûrement d'importantes informations sur ces transferts. Il est possible que ces dossiers apportent dans le futur les réponses aux questions relatives à la logique présidant aux restitutions ainsi qu'aux critères et aux acteurs. Ils contiennent probablement aussi les pièces manquantes du puzzle et pourraient livrer plus de détails sur les événements, voire indiquer de nouveaux champs de recherche. Mais à cet égard, il faut aussi considérer le fait que dans nombre d'institutions archivistiques renouvelées, le lien avec le passé peut avoir été brisé. C'est pourquoi les connaissances sur les archives administratives de ces institutions sont parfois insuffisantes.

Par ailleurs, les collègues ne coopèrent pas toujours de façon constructive, comme nous en avons fait l'expérience à Moscou. En 1999, les archives d'État de la Révolution d'Octobre de Moscou ne nous ont pas autorisé à faire des recherches sur les archives de l'Internationale socialiste (confisqué à Bruxelles) alors même qu'il y avait des preuves solides du fait que leurs collections comportaient d'importants dossiers d'origine belge. Par la suite, en 2002, la restitution de ces dossiers fut refusée sans explication valable.

Conclusion

Il convient de souligner que l'accomplissement de résultats importants en matière de restitution ne doit pas nous empêcher de porter un regard réflexif sur notre approche et d'approfondir les recherches. En tant qu'archiviste et acteur de ces opérations, j'ai tendance à penser que nous n'avons mis à jour que la partie émergée de l'iceberg. Il existe peu d'informations accessibles sur les transferts d'archives dans le bloc de l'Est. La distribution des dossiers d'archives à différents instituts russes n'est guère mieux documentée, contrairement au dossier de restitution Daniszewski. Ces points méritent une attention entière : il est clair que la recherche n'est

26. VERMOTE M., LUST J., « Papieren bitte! The Confiscation and Restitution of Belgian Archives and Libraries (1940-2003) », GRIMSTED P. K., HOOGEWOUDE F. J., KETELAAR E. (éd.), *Returned from Russia*, op. cit., p. 190-224.

pas terminée, mais la coopération de nos collègues des institutions archivistiques concernées est essentielle à l'ouverture de nouvelles perspectives.



FIG. 3 – Les archives d'origine belge parmi les archives « trophées » aux archives spéciales à Moscou en 1992. Photo Amsab – Institut d'Histoire Sociale – Gand.